

**POSTFACE DE L'OUVRAGE ÉDITÉ CHEZ DESNEL  
« QUI NE CONNAIT PAS MONSIEUR DOMOTA ? »**

**Les Antilles entre empire du Capital et souveraineté des peuples<sup>1</sup>**

**EXTRAITS**

*« Ce n'est pas l'exploitation économique (...) mais la désintégration de l'environnement culturel de la victime qui est alors la cause de la dégradation (...) l'infériorité économique fera céder le plus faible, mais la cause immédiate de sa perte n'est pas pour autant économique ; elle se trouve dans la blessure mortelle infligée aux institutions dans lesquelles son existence sociale s'incarne. Le résultat en est qu'il ne se respecte plus lui-même et qu'il perd ses critères moraux, qu'il s'agisse d'un peuple ou d'une classe, que le processus jaillisse de ce qu'on appelle un « conflit de culture » ou d'un changement de position d'une classe à l'intérieur des limites d'une société ».*

Karl Polanyi<sup>2</sup>

Le lecteur de ces lignes aura raison de penser qu'elles sont peu autorisées. N'émanent-elles pas d'un Français de la métropole, universitaire, dont le métier s'inscrit dans l'histoire des idées et des faits économiques, en des domaines ne recoupant en rien la question postcoloniale ? La contribution qui suit n'a donc pas d'intérêt académique, en termes de savoir sur le problème spécifique des Antilles. Mais, elle a, peut-être, un intérêt éminemment politique : comprendre comment un citoyen d'une république éloignée peut accéder à la *reconnaissance* d'un peuple et saisir de ce *moment politique*, symbolisé par le LKP en 2009, l'opportunité de se réveiller du monde triste et dévasté que construit le Capital. Lequel façonne un monde mondialisé à son image où la recherche du bonheur se réduit à la quête du profit et de la consommation, en échange d'un travail de plus en plus aliénant et oppressant, dont des salariés se libèrent, parfois, par des suicides. Trahissant les promesses de la modernité, la société capitaliste mondiale, qui s'édifie depuis la fin du siècle dernier, n'offre plus que l'espoir d'une traduction essentiellement économique de la puissance de l'être, reléguant par ailleurs un grand nombre d'hommes à la résignation individuelle et l'impuissance collective. L'*homo oeconomicus* devient la réalité dominante du siècle naissant, laissant peu de place à l'*homo politicus* chargé de tous les péchés du XXe siècle.

Depuis une génération, que n'a-t-on pas loué le meilleur des mondes qui s'est construit sur les ruines du soviétisme et l'effondrement du maoïsme ? La science économique dominante a alors défendu avec passion la capacité des marchés à organiser par eux-mêmes l'économie et la société. Si des leçons ont été tirées de la crise des années 1930, pour l'essentiel, il s'est avant tout agi de d'imposer une idéologie selon laquelle le principe directeur de toute *bonne économie* est la propriété privée, la liberté de marché, notamment pour ce qui est du capital financier, et la réduction du rôle de la politique à l'établissement de normes concurrentielles, ce qui implique une réduction de la socialisation de la vie économique<sup>3</sup>. Ce faisant, les ténors d'une telle idéologie ont contribué à fonder et justifier avec ferveur une prétendue « nouvelle économie » et ont relégué avec passion aux oubliettes les enseignements de Keynes. Celui-ci n'était évidemment

---

<sup>1</sup> Je remercie Jacques Jedwab, Bruno Tinel, Abdallah Zouache et, tout spécialement, Ouardia Derriche pour leurs lectures critiques de ce texte.

<sup>2</sup> *La Grande Transformation*, Gallimard, 1983, p. 212 (1<sup>ère</sup> éd. Anglaise, 1944).

<sup>3</sup> Le développement de la formalisation mathématique fit accroître que la science économique avait atteint l'âge scientifique, comme si les leçons de l'histoire et de la sociologie pouvaient être négligées. Une redécouverte moins tardive de Keynes aurait permis de méditer depuis longtemps cette phrase : « *Trop de récentes «économies mathématiques» ne sont que pures spéculations ; aussi imprécises que leurs hypothèses initiales, elles permettent aux auteurs d'oublier dans le dédale des symboles vains et prétentieux les complexités et les interdépendances du monde réel* » (*Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1982, p. 298-299).

pas pour autant un anticapitaliste, ni même un homme de gauche, mais il était partisan d'un modèle aujourd'hui jugé dépassé, c'est-à-dire d'un capitalisme exigeant la soumission de la finance à l'industrie.

La crise majeure, que traverse l'économie mondiale depuis 2008, n'a hélas pas encore vraiment entamé le consentement fabriqué à servir le monde selon le Capital. D'après nombre d'économistes, la pratique d'une éthique des affaires *durable* et un retour *temporaire* de l'Etat suffiraient à la surmonter. La référence au keynésianisme, en ces temps de tempête, cache mal une opération visant à en socialiser les coûts de la façon la plus rationnelle qui soit du point de vue des intérêts dominants. Il s'agirait, dans cette perspective, non pas de mettre en cause la logique d'un système mais ses seuls excès. Pourtant, l'oxymoron du *capitalisme de la mesure*, c'est-à-dire de l'argent réconcilié avec la morale<sup>4</sup>, est une fable dénoncée *de facto*, il y a vingt-cinq siècles déjà, par Aristote<sup>5</sup>. Même si, plus ou moins confusément, l'opinion publique n'est pas dupe, la crainte prévaut encore vis-à-vis de toute rupture avec ce système. Le souvenir de la chute du Mur en 1989 agit comme un anesthésiant efficace paralysant l'imagination et l'action politique<sup>6</sup>.

En réalité, travailler la question des alternatives au capitalisme financier<sup>7</sup>, voire, plus radicalement, au capitalisme lui-même, est difficile pour les économistes professionnels. Bien que l'utilité en serait vitale pour les peuples du monde, ils craignent, ce faisant, de saper les bases de leur domination symbolique, de tarir les flux financiers qui les font vivre et d'affaiblir les institutions qu'ils dirigent. Comme de nombreux chercheurs, les économistes s'inscrivent dans les impératifs officiels de l'Union européenne visant à instituer un marché du savoir universitaire, pièce d'une « société de la connaissance »<sup>8</sup>, bien loin de la connaissance de la société qui, elle, n'est pas nécessairement rentable et sûre du point de vue des intérêts dominants. Il y deux années, la

<sup>4</sup> Voir les travaux de Frédéric Lordon dont, notamment, *Et la vertu sauvera le monde... Après la crise financière, le salut par l'« éthique » ?*, Raisons d'agir, 2003.

<sup>5</sup> Aristote dénonce une administration de la maisonnée ayant « pour fin l'accumulation même » de l'argent (Aristote, *La Politique*, I, 9, traduction par J. Tricot, Paris, Vrin, 1987, p. 61). Ainsi, pour lui, l'usage de la monnaie ne doit être qu'un moyen subordonné de l'économie domestique. L'illimitation des besoins et la quête perpétuelle de moyens de les satisfaire qui en est la conséquence est, de ce point de vue, la manifestation d'une démesure. L'extension des pratiques lucratives contredit la *vie bonne*, fondée sur des besoins limités par nature.

<sup>6</sup> L'on doit préciser, à ce propos, que le soviétisme était un régime de domination particulièrement fragile, parce que, outre l'ennui qu'il produisait dans le peuple, il ne parvenait même plus à justifier les coûts sociaux que son fonctionnement engendrait. Sa crise finale fut ainsi le résultat d'une crise de légitimation : plus que de haine, c'est d'indifférence dont le soviétisme est mort. Plus personne n'avait d'intérêt à le soutenir, pas même ses classes dirigeantes qui craignaient de ne pas pouvoir l'être longtemps à l'intérieur de ce régime. L'adhésion au capitalisme à l'Est s'est, par conséquent, fondée sur d'autres choses qu'un refus de l'anticapitalisme en tant que tel.

<sup>7</sup> On observe une telle évolution pour les plus grands d'entre eux, comme Joseph Stiglitz ou, plus récemment, Paul Krugman, qui, en fin de carrière, font la une des magazines, tout en ayant peu l'oreille des vrais centres de décision. Ils sont, par ailleurs, peu représentatifs de la masse des travailleurs de la science économique, qui produisent le consentement à l'hégémonie culturelle du Capital. P. Krugman a ainsi déclaré « *Les économistes deviennent plus politiques en vieillissant* » (*Libération*, le 14 octobre 2008, Entretien du 8 août 2008), ce qui signifie que la latitude croissante par rapport à certaines contraintes professionnelles permet un autre rapport à l'idéologie régnante. Mais, avant que cette parole savante se libère, avant qu'elle nous renseigne sur le capitalisme réellement existant, entre-temps, elle n'aura pas fait simplement l'apologie d'un libre-échange qui, accroissant les inégalités, a augmenté dangereusement la dette privée pour maintenir paix sociale et profits. Elle aura, entre autres, participé, en effet, à l'élaboration intellectuelle de la doctrine dite de la « thérapie de choc », celle qui légitimera la politique néolibérale qui a mené la Russie vers l'effondrement en 1997, avant la montée en force d'une sorte de « capitalisme politique » marqué par l'autoritarisme. Voir la participation de P. Krugman au livre d'Oliver Blanchard, Rudiger Dornbush, Paul Krugman, Richard Layard et Lawrence Summers (1991), *Reform in Eastern Europe*, Cambridge, Mass., MIT Press.

<sup>8</sup> Il s'agit de la trop fameuse « stratégie de Lisbonne » ; voir Geneviève Azam, « La connaissance, une marchandise fictive », pp. 110-126, *La revue du MAUSS*, 29, 207, p. 117. Un texte officiel (« CONCLUSIONS DE LA PRÉSIDENTE - CONSEIL EUROPÉEN DE LISBONNE 23 ET 24 MARS 2000 ») dispose que « *L'Union s'est aujourd'hui fixé un nouvel objectif stratégique pour la décennie à venir : devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* ». Le texte évoque, ensuite, la « société de la connaissance », comme si le glissement sémantique allait de soi. En effet, la société de la connaissance serait-elle tout simplement induite par cette économie de la connaissance, à l'instar de la « société de marché » ou de la « démocratie de marché » qu'on fait souvent abusivement découler de l'économie de marché ? Cette fort curieuse conception du monde est disponible sur : [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/fr/ec/00100-r1.f0.htm](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/00100-r1.f0.htm)

présidence Sarkozy, l'incarnation même d'un Capital enfin devenu ce qu'il était foncièrement, a décidé d'accomplir ce projet européen, provoquant une contestation estudiantine et universitaire qui a surpris par sa longueur et sa vivacité. Les collectifs de travail en ont été fortement affectés : la nouvelle logique politique ne permettait plus l'élaboration de compromis satisfaisant entre les parties prenantes. Les ruptures promues et assumées par le pouvoir impliquent des logiques de bureaucratisation et de soumission nouvelles, qui tendent à entraîner un choix cardinal entre participation ou sécession. Bien sûr, cette présidence a également affronté de nombreux mouvements sociaux durant le premier semestre 2009, car la crise a dévoilé brutalement l'imposture du slogan « *travailler plus pour gagner plus* ».

C'est dans ce contexte que les luttes antillaises, particulièrement en Guadeloupe, ont gagné en visibilité ; leur efficacité et leur vivacité a sans doute contrasté avec les combats qui ont été menés en métropole où, à l'indiscutable détermination des acteurs, s'est mêlée une non moins réelle résignation dépressive qui est allée croissant avec le temps. D'où ce regard généralement attentif porté vers l'Outre-Mer<sup>9</sup> par les participants des mouvements sociaux de la France continentale, d'où une communion d'affection éprouvée avec les membres de cette insurrection essentiellement pacifique qui faisait trébucher un pouvoir politique arrogant, d'où la découverte que, derrière la contestation sociale contre l'*économie totale* prônée par les exécutifs français et européen, renaissait, peut-être, un peuple tendu vers une *ambition souveraine*.

Même lesté d'un point de vue très particulier, le présent texte s'attache à comprendre la contradiction potentiellement fructueuse entre la dynamique capitaliste et le désir politique de la contenir voire de la dépasser. Il s'agit donc, pour nous, de restituer les combats menés dans une *post-colonie* à la lumière de ce que peut nous apprendre une sociohistoire du capitalisme. Les textes de ce recueil serviront de guide à cette enquête portant sur la possibilité de l'invention de réels *nouveaux mondes*. Celle-ci est inspirée par une lecture de la subversion poétique de Monchoachi, de la reconstitution d'un sujet historique selon Frantz Succab et de l'état politique des Antilles, présenté par Rosa Moussaoui. Cette très brève enquête n'implique pas d'approuver tous les tenants et aboutissants des textes des auteurs cités, mais veut faire pleinement droit à ce qu'ils nous disent des événements récents d'un monde qu'il nous faudrait organiser et habiter autrement.

*Une ontologie de l'habitation du monde contre l'exploitation ?*

(...)

*La sociohistoire d'un sujet collectif, le peuple guadeloupéen*

(...)

*Pour conclure : derrière la contestation des structures socio-économiques, le désir de souveraineté*

« Dès le moment où, dans un de vos décrets, vous aurez prononcé le mot esclave, vous aurez prononcé votre propre déshonneur et le renversement de la constitution (...) Eh ! Périssent vos colonies, si vous les conservez à ce prix »<sup>10</sup>

Robespierre, le 13 mai 1791, à l'Assemblée constituante<sup>11</sup>

<sup>9</sup> Car il faut y inclure le cas de la Réunion et de la Guyane.

<sup>10</sup> Robespierre, *Pour le bonheur et la liberté – discours*, La fabrique éditions, 2000, p. 98.

<sup>11</sup> Cf. le commentaire d'Aimé Césaire, *ibid.*, p. 98 (dans « Toussaint Louverture. La Révolution française et le problème colonial », *Présence africaine*, 1961, p. 117) : « Pour la première fois, la question (coloniale) était dans toute son ampleur et sa vraie dimension ». Car, en effet, entre ceux qui veulent arrêter la Révolution au simple acquis de 1789, la monarchie parlementaire et esclavagiste à suffrage censitaire, et ceux qui veulent l'étendre, le compromis n'est pas possible.

Le lecteur aura sans doute le sentiment que la contribution de Rosa Moussaoui, analyse de l'état politique des Antilles en cette année 2009, n'a pas eu la place qu'elle méritait dans cette postface. En réalité, cette analyse a servi de catalyseur à une prise de conscience personnelle qui, comme on peut l'espérer, affectera d'autres ressortissants de la métropole. Les arguments que développe la journaliste de l'*Humanité* courent, en quelque sorte, en filigrane, de notre propre contribution. Nous n'insisterons pas sur la conséquence politique - la nécessité de l'indépendance - qui nous semble devoir découler des faits tels qu'ils sont rapportés et analysés. On ne peut qu'être frappé de ce que cette revendication politique n'ait pas été explicitement mise en avant par les militants du LKP, qui sont pourtant très majoritairement indépendantistes. Evidemment, la nécessité de constituer un front réellement populaire a sans doute imposé que leur désir de souveraineté ne soit pas ainsi exposé en pleine lumière. Il est vrai que nombre de difficultés que rencontre la population peuvent être résolues dans le cadre des institutions existantes, comme l'affirme Elie Domota<sup>12</sup>. Mais, comme il le souligne dans la même déclaration, c'est le « *peuple guadeloupéen* » qui demande, à raison, « *plus de respect, plus de dignité, plus de travail* ». Et, il semble bien, comme le démontre Frantz Succab exposant l'échec de la machine *post-coloniale*, que ce respect ne puisse être durablement atteint que par le biais de l'accession à la souveraineté. D'ailleurs, l'évocation, par Elie Domota, d'un peuple *distinct* du peuple français, le peuple guadeloupéen, s'inscrit en dehors de la conception du républicanisme français selon laquelle la nationalité est strictement identique à la citoyenneté<sup>13</sup>.

C'est en effet un peuple libre, disposant souverainement de ses ressources, qui pourra mettre fin à la « *colonie de consommation* » et l'« *économie de container* » foncièrement monopoliste, telle que l'incarne le Groupe Bernard Hayot. Il est certes possible que le rapport de force établi par le LKP en particulier, et le mouvement social plus généralement, tout comme la crainte de l'émancipation antillaise, tout cela conduise les groupes capitalistes à plus de mesure dans leur exploitation. Mais, est-il possible de penser que la ferveur populaire puisse maintenir une pression suffisante à long terme pour qu'on évite de retomber dans la *pwofitasyon* comme système ? D'ailleurs, cette forme heureuse de *dictature du prolétariat*, qu'incarne la geste du LKP, n'a pas vocation à s'institutionnaliser. En revanche, l'accession à la souveraineté donnerait les moyens juridiques, dans le cadre d'un Etat de droit, de réaliser une société plus libre parce que plus égale. Vive les Antilles libres !

Jérôme Maucourant  
Jassans-Riottier, le 7 octobre 2009

<sup>12</sup> Cité par Rosa Moussaoui dans ce recueil.

<sup>13</sup> La « construction » européenne bouscule, certes, cette tradition qui avait l'avantage insigne de ne définir les droits politiques qu'à l'intérieur d'un espace constitué d'individus *cosouverains*, en dehors de toute référence à des entités collectives interférant avec la volonté générale. Mais il convient de noter que la citoyenneté européenne n'implique que des délégations relatives à des espaces de souveraineté *théoriquement* partagés selon le « principe de subsidiarité ». Ceci permet à la définition de la nation française comme organisation politique *du* peuple d'avoir encore droit de cité, en dépit des délégations de souveraineté.